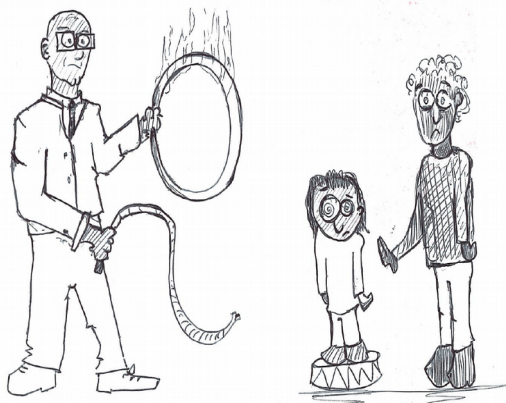


EVALUATIONS CP/CE1 : IL FAUT DIRE NON !!!

Union
syndicale
Solidaires

éducation
Sud 93

Jean-Michel faisant passer les évaluations CP/CE1



Liberté pédagogique bafouée, enseignant-es évalué-es

Ces évaluations seraient un « repère pour la réussite », une sorte d'outil qui permettrait aux enseignant-es de mieux déterminer les besoins de leurs élèves. C'est de la poudre aux yeux ! Elles ne constituent pas un outil professionnel au service de la pédagogie visant la réduction des difficultés scolaires, elles contribuent à la standardisation pédagogique de nos pratiques de classe et deviennent un outil de contrôle des enseignant-es sur leurs pratiques pédagogiques et d'une mise en concurrence entre collègues. On peut craindre qu'elles servent même de prétexte à la hiérarchie pour attribuer les nouvelles primes au mérite en REP+. En plus d'« évaluer » les élèves, cette mesure devient un outil pour évaluer les enseignant-es.

Dépossession de notre outil de travail

C'est aux équipes enseignantes de choisir les outils d'évaluation les mieux adaptés en fonction de leurs élèves et de leurs pratiques pédagogiques.

Ne laissons pas un logiciel informatique classer, comparer, analyser les résultats de nos élèves que seul-es nous, connaissons.

Après la mise en place des évaluations nationales en CP quelque peu bancal l'année dernière, M. Blanquer présente les nouvelles évaluations nationales pour les CP et les CE1, que les équipes enseignantes sont censées faire subir aux élèves à partir du 17 septembre 2018.

Contre l'école néo-libérale !

Les données récoltées permettront de comparer les « performances » des enfants, des enseignant-es et des écoles et constitueront une base de données qui sera utilisée au détriment des élèves. A terme, ces évaluations standardisées, avec la disparition de la carte scolaire, vont transformer l'école en un vaste marché.

**L'école publique n'est pas une entreprise
et n'a pas vocation à le devenir !**

Non au fichage des élèves : les enfants ne sont pas des numéros !

Ces évaluations remontées à la hiérarchie via un système informatisé, tout comme le livret numérique, participent à la politique de fichage des élèves. Les données récoltées vont être utilisées par l'administration pour évaluer, trier et ficher les élèves en fonction de leurs compétences et vont les suivre toute leur scolarité et même au-delà...

**SUD Education dénonce la mise en place
d'un casier scolaire pour les élèves !**



Évaluations inadaptées = mise en échec des élèves

En plus d'être nocives pour nos élèves, ces évaluations sont totalement inadaptées et déconnectées de la réalité du quotidien des enfants. On demande aux élèves de CP et de CE1 d'effectuer des exercices de lecture ou de mathématiques truffés de pièges le plus rapidement possible et de classer des données. Ces situations complètement déconnectées de la réalité de nos classes s'apparentent à du bachotage.

Les élèves fragiles, qui ne peuvent plus bénéficier de l'aide du RASED qui disparaît à petit feu, se retrouveront encore sur le carreau...

Ce pilotage par le résultat méprise les enfants. Dès la maternelle, ils/elles subiront des pressions, le bachotage et la compétition au détriment de la coopération et de l'émancipation pour devenir de bons petits soldats au service de la société capitaliste.

Parce que la pédagogie c'est politique, résistons !



Le 17 septembre, Blanquer faiblit déjà et tente de nous acheter !

Le 17 septembre, le ministre Blanquer écrivait à une organisation syndicale pour lui annoncer que les enseignant-es du premier degré qui accepteraient de saisir les résultats des évaluations nationales imposées par le ministère bénéficieraient d'une réduction de 5 heures d'Activités Pédagogiques Complémentaires (APC).

Le ministère montre la fragilité de sa position face aux refus des enseignant-es de faire passer ces évaluations. Il en est réduit à proposer un marché de dupes aux personnels !

NON !

- Ficher les élèves
- les stresser
- les comparer
- les mettre en compétition
- remplir des tableaux de données

CE N'EST PAS ÉVALUER !

Évaluations non obligatoires !

Notre hiérarchie essaie de nous faire croire que ces évaluations sont obligatoires mais aucun texte réglementaire, ni décret, ni arrêté ne nous oblige à faire passer ces évaluations !

Le dossier de presse publié par le ministère n'a pas de valeur légale.

Pour SUD éducation, ces évaluations nationales sont donc incompatibles avec les valeurs et les pratiques d'une école égalitaire, émancipatrice et autogestionnaire que nous promouvons.

Il faut donc résister collectivement aux pressions hiérarchiques et institutionnelles dans les équipes par le boycott ou a minima le refus de la remontée des résultats.

On le voit déjà avec le recul du ministre : la résistance du plus grand nombre d'écoles pourra collectivement peser dans le rapport de force et faire plier cette nouvelle mesure.

SUD Éducation soutiendra et accompagnera toutes les équipes qui ne mettront pas en place les évaluations, qui ne les feront pas remonter et qui subiraient des pressions de leur hiérarchie.

